

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité – Travail



Déclaration
de Son Excellence François BOZIZE,
Président de la République Centrafricaine,
Chef de l'Etat

Au Sommet Mondial sur le Changement Climatique

Copenhague, le 17 Décembre 2009

**Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de
Gouvernement,**

Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,

**Mesdames et Messieurs les Directeurs Exécutifs des
Accords Multilatéraux de l'Environnement,**

Mesdames et Messieurs les Chefs de Délégation,

Distingués Invités,

Mesdames, Messieurs,

Après Rio de Janeiro en 1992 et Johannesburg en 2002, nous nous retrouvons aujourd'hui à Copenhague au Danemark pour réfléchir sur les voies et moyens de sauver notre planète d'une catastrophe qui la menace.

Permettez-moi avant de continuer, de présenter Mesdames et Messieurs, les salutations fraternelles du Peuple Centrafricain à votre auguste Assemblée.

Mesdames et Messieurs,

La prise de conscience commune de la destinée de notre planète menacée par le changement climatique, c'est à dire notre survie nous réunit aujourd'hui à Copenhague. En effet, ce changement nous interpelle gravement.

L'augmentation de la température qui en résulte, nous questionne aussi bien sur la fonte des calottes glacières qui fait élever le niveau des océans, faisant craindre le sort des pays insulaires qui risquent d'être engloutis.

Cette augmentation de la température nous interroge aussi sur le sort des pays au sud du Sahara où l'importance grandissante de l'assèchement des cours d'eau et de la dégradation des terres se traduit déjà par une pénurie plus grande et dévastatrice pour les hommes, la faune, et la flore.

Nous assisterons incontestablement dans le monde au phénomène des réfugiés environnementaux, victimes de ces changements. L'un des exemples frappants est l'assèchement du lac TCHAD dont la superficie est passée de 25.000 Km² à 2.000 km² en seulement 30 ans.

C'est pourquoi, les Chefs d'Etat d'Afrique Centrale, mus par une ferme volonté commune, se sont retrouvés le 17 Mars 1999 à Yaoundé au Cameroun. Ils ont alors créé la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC). Institution ambitieuse, dont mon pays, la République Centrafricaine en assure actuellement la Présidence. La COMIFAC a pour mission la gestion rationnelle et la protection des forêts du bassin du Congo, deuxième massif forestier mondial après celui de l'Amazonie.

Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Mesdames, Messieurs,

La catastrophe est déjà à nos portes et des solutions courageuses doivent être prises. Les pays de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) soutiennent la position commune africaine et la position du groupe des 77 et la Chine sur les négociations du nouveau régime climat, basées sur les cinq piliers du plan d'action de Bali à savoir :

- L'adaptation
- L'atténuation

- Les transferts de technologie
- Le financement
- Le renforcement des capacités.

La République Centrafricaine apprécie à sa juste valeur l'initiative louable de la France et de l'Union Européenne à appuyer les efforts d'atténuation dans le mécanisme de la Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation (REDD). Cette initiative a le mérite d'avoir formulé des propositions chiffrées.

Réunis à Kinshasa en République Démocratique du Congo du 14 au 15 septembre 2009, les pays du Bassin du Congo ont adopté une déclaration qu'il convient de prendre en compte, et que je me permets de rappeler ici :

1/ Incorporation du mécanisme de Réduction des Emissions dues à la Dégradation et à la Déforestation (REDD+) dans l'accord à négocier ;

2/ L'engagement des pays parties de l'Annexe 1 à réduire substantiellement leurs émissions de gaz à effet de serre d'au moins 45% d'ici 2020 par rapport au niveau de 1990 ;

3/ Les mécanismes de financement REDD+ devront intégrer la dimension lutte contre la pauvreté à travers la participation au financement des populations riveraines des zones forestières pour réduire les menaces qui pèsent sur le couvert forestier.

Mesdames et Messieurs,

En République Centrafricaine, les perturbations climatiques sont cette pluviométrie, cette température et ce taux d'humidité troublés. C'est aussi le tarissement des cours d'eau jadis permanents.

C'est pourquoi, face à cette situation, la République Centrafricaine a opté pour un mode de développement qui concilie la sauvegarde de l'environnement naturel, pourvoyeur des richesses et le besoin des populations.

Le Code de l'Environnement ainsi que le nouveau code forestier promulgués respectivement en 2007 et 2008 constituent des illustrations de l'engagement indéniable du Gouvernement Centrafricain qui a choisi une approche prudente de la gestion de l'environnement pour le préserver, sain, pour les générations futures.

Mesdames et Messieurs,

Ces mesures que mon pays ainsi que les pays du Bassin du Congo ont prises constituent notre participation effective dans l'atténuation des effets du changement climatique.

Cela ne peut se faire sans moyens financiers. C'est pourquoi les pays industrialisés qui sont les plus grands pollueurs doivent apporter les moyens financiers conséquents au pays du Sud en vue de mener des actions adaptées pour protéger la forêt qui malheureusement demeure la source principale d'énergie pour nos populations pauvres, et de protéger la faune qui joue un rôle non négligeable dans la préservation de la diversité biologique.

Toutefois, l'engagement à protéger les forêts ne signifie pas un arrêt définitif de l'exploitation forestière qui se fait déjà chez nous dans le cadre d'un aménagement durable.

Mesdames, Messieurs,

La République Centrafricaine lançait du haut de la tribune de la 64^e Assemblée Générale des Nations Unies à New York un appel aux dirigeants du monde pour qu'ils trouvent un accord juste et équitable à Copenhague. Aujourd'hui, je réitère cet appel aux pays industrialisés, grands pollueurs tels que les Etats Unis d'Amérique, l'Australie, le Japon etc... mais aussi aux pays émergents comme la Chine et l'Inde pour qu'ils prennent leurs responsabilités face à ce défi mondial.

Nous avons l'impérieux devoir de sortir de cette conférence avec des résultats positifs. Les générations futures attendent beaucoup de nous et il est de notre responsabilité de leur transmettre un patrimoine naturel acceptable pour leur survie.

Un échec sera un crime pour l'humanité et nous en serons tous responsables.

Je vous remercie.